

PROJET

Arrêté n°XXX réglementant l'approche des mammifères marins dans les eaux du Sanctuaire Agoa

Le préfet de la Martinique

Délégué du Gouvernement pour l'Action de l'Etat en mer

VU la convention pour la protection et le développement de l'environnement marin dans la région des Caraïbes, dite convention de Carthagène, adoptée le 24 mars 1983 et entrée en vigueur le 11 octobre 1986,

VU le protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées dans la région des Caraïbes signé à Kingston le 18 janvier 1990,

VU la déclaration de création du Sanctuaire Agoa, formulée par la France le 5 octobre 2010 et sa reconnaissance comme aire spécialement protégée au titre du protocole relatif aux aires et espèces spécialement protégées de la convention de Carthagène le 23 octobre 2012,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 124-1 à L. 124-3, L. 334-1, L. 360-1, L. 411-1 à L. 411-2, R. 411-1 à R. 411-6 et R.415-1,

VU le code de l'environnement de Saint-Barthélemy,

VU l'ordonnance n°2016-1687 du 8 décembre 2016 relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la république française, notamment son article 12,

VU le décret n°2005-1514 du 6 décembre 2005 relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'État en mer, notamment son article 2,

VU le décret n°2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur,

VU l'arrêté interministériel modifié du 1er juillet 2011 fixant la liste des mammifères marins protégés sur le territoire national et les modalités de leur protection et son arrêté modificatif du 3 septembre 2020,

VU l'arrêté préfectoral n°R-02-2017-03-15-003 du 15 mars 2017 réglementant l'approche des cétacés dans les eaux sous juridiction française aux Antilles,

VU l'arrêté préfectoral n°971-2022-11-15-00010 du 15 novembre 2022 portant autorisation des activités commerciales et non commerciales dans la réserve naturelle des îles de la Petite Terre,

VU l'avis de la Conférence des Acteurs du Sanctuaire Agoa du 19 octobre 2023,

VU les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du X au X 2024, en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que les eaux de l'Arc antillais sont un lieu de vie privilégié pour plusieurs espèces de mammifères marins et que ces espèces sont très exposées et sensibles aux dérangements provoqués par les activités humaines, dont le trafic maritime, notamment les baleines à bosse lors de leur période de reproduction, gestation et mise bas (de décembre à mai),

CONSIDERANT que l'ensemble de la zone économique exclusive sous juridiction française aux Antilles est couvert par le Sanctuaire Agoa, dont l'objectif principal est de garantir un état de conservation favorable des mammifères marins en les protégeant, ainsi que leurs habitats, des impacts négatifs, directs ou indirects, avérés ou potentiels, des activités humaines,

CONSIDERANT que les objectifs précités de conservation du bon état écologique des mammifères marins au sein du Sanctuaire Agoa justifient les mesures de navigation suivantes,

SUR PROPOSITION conjointe des directeurs de la Mer de la Guadeloupe et de la Martinique et de la directrice déléguée pour le Sanctuaire Agoa,

ARRETE

Article I – Interdiction d'approche à moins de 300 mètres des mammifères marins

Dans les eaux du Sanctuaire Agoa, l'approche intentionnelle des mammifères marins listés dans l'arrêté ministériel du 1er juillet 2011 susvisé est interdite à moins de 300 mètres. Cette distance s'applique aux personnes, aux navires ainsi qu'à tout engin, nautique ou non, avec ou sans personne à bord, quel que soit le mode de propulsion. Elle s'apprécie non seulement sur la surface de la mer, mais aussi sous la surface de la mer pour les personnes ou engins en plongée et au-dessus de la surface de la mer pour les personnes ou engins en vol.

Article II – Venue spontanée des mammifères marins au navire ou à l'engin nautique

Dans le cas où les mammifères marins s'approchent d'eux-mêmes à moins de 300 mètres d'un navire ou d'un engin en navigation ne disposant pas d'une des dérogations mentionnées dans le présent arrêté, les règles suivantes doivent être respectées :

- a. Réduire sa vitesse à 5 nœuds et modifier son cap uniquement s'il y a un risque de collision.
- b. Ne pas rechercher une interaction avec les animaux, de quelque nature que ce soit.

Article III – Interdiction de communication de la position des mammifères marins

Afin de ne pas accroître la densité de navires et engins autour des mammifères marins, il est interdit de communiquer en temps réel à la VHF la localisation des animaux, sauf pour la coordination des observations par les professionnels dans et aux abords de la zone de prudence telle que définie à l'article VI.

Article IV – Dérogation à l'approche en deçà de 300 mètres et jusqu'à 100 mètres pour les professionnels d'observation commerciale des mammifères marins

Seuls les navires ou engins nautiques bénéficiaires d'une dérogation délivrée par le directeur de la Mer sur délégation du délégué du Gouvernement pour l'Action de l'Etat en mer dans la zone Antilles peuvent s'approcher en deçà de 300 mètres d'un mammifère marin et ce, jusqu'à 100 mètres. Cette zone est appelée zone de prudence et est définie comme la zone de 100 m à 300 m autour des mammifères marins (annexe II).

Toute dérogation est assujettie a minima aux conditions d'octroi générales suivantes, sans préjudice de celles mentionnées à l'article V :

- Disposer d'un navire enregistré ayant un permis d'armement « commerce » ;
- Être doté d'un capitaine ayant validé une des formations pour les opérateurs professionnels dispensées par le Sanctuaire Agoa (selon le référentiel, les modalités et la durée de validité fixés en annexe III) ;
- Porter les dispositions des articles I à VI du présent arrêté à la connaissance des passagers et afficher cet arrêté ou la synthèse de ses éléments principaux figurant en annexe IV à un endroit visible à bord du navire, sur le site de commercialisation des prestations et sur le site d'embarquement des passagers.

Les personnes souhaitant disposer de la dérogation à l'interdiction d'approche doivent déposer auprès du Sanctuaire Agoa le dossier dont un exemple de modèle figure en annexe I pour instruction conjointe avec la direction de la Mer compétente.

La délivrance de ces dérogations est conditionnée à la sécurité des personnes et des biens, à l'absence de remise en cause du bon accomplissement des cycles biologiques et à l'absence de perturbation intentionnelle des espèces de mammifères marins, aux capacités techniques et financières des opérateurs en termes de prévention des nuisances écologiques et de bonnes pratiques environnementales, et à l'absence d'infractions au code de l'environnement.

Le directeur de la Mer, sur délégation du délégué du Gouvernement pour l'Action de l'Etat en mer dans la zone Antilles, peut accorder la dérogation le cas échéant après avis du directeur délégué pour le Sanctuaire Agoa ou de son représentant dont l'avis est réputé favorable à défaut de réponse sous 30 jours ouvrés. Ces dérogations sont accordées pour une durée de trois ans maximums.

Ces décisions administratives sont notifiées aux demandeurs.

Article V - Autres dérogations à l'interdiction d'approche des mammifères marins à moins de 300 mètres

Des dérogations ponctuelles à l'interdiction d'approche énoncée à l'article 1^{er} du présent arrêté peuvent également être accordées à des personnes ou structures pour des motifs scientifique, pédagogique ou artistique.

Ces dérogations sont délivrées par le directeur de la Mer sur délégation du délégué du Gouvernement pour l'Action de l'Etat en mer dans la zone Antilles et permettent de s'approcher en deçà de 300 mètres d'un mammifère marin et jusqu'à 100 mètres.

Les personnes souhaitant disposer de cette dérogation doivent avoir suivi et validé la formation Agoa ou avoir validé le test du Sanctuaire Agoa sur les bonnes pratiques d'approche et l'écologie des cétacés adapté à ces cas de figure et déposer auprès du Sanctuaire Agoa le dossier dont un exemple de modèle figure en annexe I pour instruction conjointe avec la direction de la Mer compétente.

La délivrance de ces dérogations est conditionnée à la sécurité des personnes et des biens, à l'absence de remise en cause du bon accomplissement des cycles biologiques et à l'absence de perturbation intentionnelle des espèces de mammifères marins, aux capacités techniques et financières des opérateurs en termes de prévention des nuisances écologiques et de bonnes pratiques environnementales, et à l'absence d'infractions au code de l'environnement.

Le directeur de la Mer peut accorder la dérogation après avis du directeur délégué pour le Sanctuaire Agoa ou de son représentant dont l'avis est réputé favorable à défaut de réponse sous 30 jours ouvrés. Ces dérogations sont accordées pour la durée du projet concerné.

Ces décisions administratives sont notifiées aux demandeurs.

Article VI – Règles d’approche et d’observation dans la zone de prudence pour les navires disposant d’une dérogation d’approche

Les personnes disposant de la dérogation doivent respecter les conditions suivantes :

1. Cas interdisant toute approche en zone de prudence

Il est interdit à tout navire de pénétrer dans la zone de prudence dans les cas suivants : grand cétacé (plus de 5 m à taille adulte) qui saute, grand cétacé au repos (animal immobile ou très lent en surface), juvénile seul ou avec adulte en surface.

En dehors de ces cas, les règles énoncées ci-dessous doivent être respectées.

2. Période d’observation

L’activité d’observation commerciale des cétacés est autorisée uniquement entre 8h00 et 15h00 (heures locales, GMT-4).

3. Evolution du navire dans la zone de prudence

Dès le repérage de cétacés et quelle que soit la distance, une vigilance particulière et une vitesse réduite sont de rigueur et les règles ci-dessous doivent être respectées :

- a. Il est interdit d’excéder une vitesse de 5 nœuds. Cette vitesse est réduite à celle de l’animal le plus lent observé le cas échéant.
- b. Il est interdit de se positionner devant les animaux pour ne pas leur barrer la route, ni de les suivre, ce qui pourrait les perturber.
- c. L’approche des cétacés doit se faire par le trois quarts arrière selon une trajectoire devenant progressivement parallèle à la route des animaux.
- d. Il est interdit de changer brutalement de cap ou de vitesse.
- e. Dans le cas de cétacés à proximité de la côte ou d’un récif, les embarcations doivent être placées du côté de la terre afin de ne pas gêner le départ des animaux vers le large.
- f. Il est interdit d’utiliser des sondeurs et/ou des sonars ou de produire tout autre bruit fort ou soudain.
- g. La mise à l’eau des passagers du navire est interdite.
- h. La zone de prudence doit être quittée sans délais en cas de signe de perturbation des animaux (dont le claquement de nageoires à la surface, la division du groupe observé ou la fuite des animaux).
- i. Après l’observation, le navire doit quitter définitivement la zone de prudence lentement, en adoptant une route signalant sans ambiguïté son départ de la zone. En sortie de zone de prudence, l’accélération se fait de manière douce et progressive et la vigilance reste accrue.

4. Nombre de navires dans la zone de prudence

a. Dans la zone de prudence sont autorisées :

- Deux embarcations au maximum en présence d'espèces menacées selon les listes rouges de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN, à partir de « vulnérable »). Les espèces concernées sont à la date de publication du présent arrêté : *Megaptera novaeangliae* (Baleine à bosse) et *Physeter macrocephalus* (Grand cachalot).
- Trois embarcations au maximum en présence d'autres mammifères marins.

b. L'ordre d'arrivée des navires sur le secteur définit leur ordre de passage. Les navires en attente se regroupent en limite de zone de prudence, du même côté que les unités déjà à l'intérieur de la zone de prudence. Les navires sur zone engagent une communication VHF pour coordonner leur passage dans la zone de prudence. Les éléments de cette communication comprennent :

- L'intention de pénétrer dans la zone de prudence lorsqu'il y a déjà un navire dans la zone ;
- L'intention de quitter la zone de prudence lorsqu'il y a des navires en attente ;
- La communication du temps d'observation au moment de l'arrivée d'un autre navire ;
- La communication avec un navire lorsque celui-ci semble ne pas avoir remarqué la présence des animaux.

5. La durée d'observation dans la zone de prudence

La durée d'observation dans la zone de prudence est limitée à 15 minutes maximums par navire.

Article VII – Remontée de données naturalistes

Les données naturalistes collectées dans le cadre des dérogations décrites aux articles IV et V intègrent le Système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP).

Les données environnementales d'observation des mammifères marins ainsi que leurs métadonnées associées seront transmises par le bénéficiaire d'une dérogation à l'équipe technique du Sanctuaire Agoa par les moyens et selon les délais déterminés entre eux. Le Sanctuaire Agoa s'engage à verser les données sur la plateforme adéquate du SINP au plus tard un an après la fin de la dérogation.

Les données doivent être versées dans leur intégralité et à la précision maximale à laquelle elles ont été récoltées. Le bénéficiaire de la dérogation s'engage à ne mettre à disposition que des données sincères et véritables, c'est-à-dire qui respectent la forme sous laquelle elles ont été recueillies, sans imprécision ni modification (sauf traitement inhérent au processus de standardisation ou d'analyse des données).

L'ensemble de ces données environnementales ainsi que leurs métadonnées associées sont publiques et bénéficient des droits associés à la donnée publique environnementale.

Article VIII – Mesures de police

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est de nature à constituer :

- un délit pour manquement aux règles de navigation assurant l'ordre public environnemental en mer, prévu et réprimé par le I de l'article L.5242-2 du code des transports ;
- une contravention de quatrième classe pour perturbation intentionnelle d'une espèce protégée, prévue et réprimée par le 1° de l'article R.415-1 et les articles L.173-5 à L.173-12 du code de l'environnement, notamment en cas de poursuite ou de harcèlement illicite des

cétacés protégés dans le milieu naturel, sans préjudice le cas échéant d'un délit d'atteinte illicite à une espèce protégée prévu et réprimé par le 1° de l'article L.415-3 du code de l'environnement, notamment en cas de capture ou enlèvement, voire mutilation ou destruction illicite de cétacés protégés dans le milieu naturel.

Indépendamment des sanctions pénales qui peuvent être prononcées, les manquements aux obligations mentionnées par le présent arrêté exposent :

- les professionnels d'observation commerciale des mammifères marins et les auteurs d'observation scientifique, pédagogique ou artistique aux mesures de police mentionnées à l'article L.171-8 (mise en demeure, mesures conservatoires, suspension, amende, astreinte, etc.) et R.411-12 du code de l'environnement (suspension, révocation de la dérogation) ;
- les marins professionnels français ou étrangers aux mesures de police (suspension, interdiction d'exercice des fonctions), mentionnées aux articles L.5524-1 et suivants du code des transports ;
- les marins plaisanciers français ou étrangers aux mesures de police (retrait temporaire ou définitif de leur permis plaisance, ou pour ceux qui n'en détiennent pas, interdiction de pratiquer la navigation à partir d'un port français ou dans les eaux territoriales françaises), mentionnées aux articles 6 et 7 du décret du 2 août 2007 susvisé.

En outre, les dérogations mentionnées au présent arrêté peuvent être suspendues ou révoquées, le bénéficiaire ayant été entendu, si les conditions fixées par ces dérogations et le présent arrêté ne sont pas respectées.

Enfin, des dispositions et des règles complémentaires peuvent s'appliquer au sein des espaces naturels protégés inclus dans les eaux du Sanctuaire Agoa.

Article IX – Champ d'application

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas opposables aux navires et engins, nautiques ou non, en mission de service public ou intervenant dans le cadre d'une opération de sauvetage en mer.

Article X – Mesures transitoires et abrogation

Les dispositions du présent arrêté sont applicables **à partir du 1^{er} juin 2024**, date à laquelle l'arrêté n° R-02-2017-03-15-003 du 15 mars 2017 réglementant l'approche des cétacés dans les eaux sous juridiction française aux Antilles est abrogé.

Article XI – Exécution

Les directeurs de la Mer de la Martinique et de la Guadeloupe et tous les officiers et agents habilités en matière de police de l'environnement et de la navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Martinique, de la Guadeloupe et de la préfecture déléguée de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

ANNEXE I

Exemple de dossier de candidature à l'obtention de la dérogation à l'approche des mammifères marins dans les eaux sous juridiction française aux Antilles

Ce modèle est susceptible d'évolution.

Ce dossier de candidature est à destination des personnes exerçant une activité ou conduisant un projet nécessitant une approche à moins de 300 m et dans la limite des 100 m maximums d'un mammifère marin dans les eaux sous juridiction française aux Antilles (périmètre du Sanctuaire Agoa).

Ce dossier de candidature doit être déposé 2 mois avant le début de l'activité ou du projet. La date de prise en compte sera celle d'arrivée :

- à l'adresse électronique du Sanctuaire Agoa : sanctuaire.agoa@ofb.gouv.fr

L'envoi peut être doublé aux adresses des directions de la Mer suivantes :

- Martinique : **manifestations-nautiques.martinique@mer.gouv.fr**
 - Guadeloupe : **dm-guadeloupe@mer.gouv.fr**
 - Saint-Martin : **utmsb.dm-guadeloupe@developpement-durable.gouv.fr**
- dans les bureaux du Sanctuaire Agoa : 19, rue du Bel Air, Pointe Desgrottes, 97229 LES TROIS-ILETS MARTINIQUE

Ce dossier de candidature est déposé :

- dans le cadre d'une activité professionnelle d'observation commerciale des mammifères marins :

- OUI
- NON

- SI NON, dans un des cas suivants :

- Projet scientifique
- Projet artistique
- Projet pédagogique
- Prestataire de la Réserve Naturelle des îles de la Petite-Terre
- Autre :

Dans le cadre **d'une activité professionnelle d'observation commerciale des mammifères marins**, se référer à **PARTIE A.**

Dans tout autre cadre (projets scientifiques, pédagogiques ou artistiques et culturels), se référer à **PARTIE B.**

CONSULT PUB AVRIL 24

PARTIE A

I – ORGANISATEUR DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

NOM Prénom	
Raison sociale de la structure commerciale	
Siège social	
N° SIRET	
Téléphone	
Courriel	
Site Web / Page Facebook	

II – DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Proposez-vous **uniquement** des excursions pour l'observation des cétacés ? Si non, quelles sont les autres activités que vous proposez lors de vos excursions en mer ?

--

Concernant votre activité d'observation des cétacés :

Dates/périodes d'observation annuelle	
Fréquence hebdomadaire des excursions	
Plages horaires des excursions	
Lieu de départ	
Lieu(x) d'escale (<i>pause baignade ou autre activité</i>)	
Lieux habituels d'observation (<i>joindre carte via sites DATASHOM ou GEOPORTAIL</i>)	

IV – MOYEN NAUTIQUE UTILISÉ

Si l'organisateur possède plusieurs navires ou engins nautiques, chacun doit faire l'objet d'une demande de dérogation.

Type d'engin nautique (Navire à moteur/voile, catamaran, autre)	
Nom	
Immatriculation	
Catégorie de navigation	
Dimensions du navire	
Nombre de moteurs	
Type de motorisation (Électrique ou non)	
Équipage (nombre de personnes)	
Nombre de passagers max.	
Indicatif radio	
AIS (oui/non)	

IV – ENCADREMENT, SÉCURITÉ ET BONNES PRATIQUES D'APPROCHE

Personnes formées ou à former à l'observation des cétacés et susceptibles de réaliser une approche :

NOM Prénom				
Personne ayant déjà suivi une formation à l'approche des cétacés dispensée par le Sanctuaire Agoa ? Si oui, indiquer la nature de la formation¹ et la date de validation.				

¹ Formation des capitaines référents ou formation des skippers non-référents

Personne ayant déjà suivi une formation à l'approche des cétacés dispensée par une autre structure que le Sanctuaire Agoa ? Si oui, préciser l'intitulé de la formation et le nom de la structure formatrice.				
Expérience dans l'encadrement du public à l'environnement ? Si oui, préciser la durée.				

Les skippers ayant déjà suivi une formation devront fournir leur certificat de formation avec ce dossier de candidature.

Il est **obligatoire** que tout skipper voulant s'approcher à moins de 300 mètres et jusqu'à 100 mètres des cétacés soit **formé à la réglementation du Sanctuaire Agoa**.

Les nouveaux skippers seront obligatoirement formés avant de pouvoir manœuvrer dans la zone de prudence (100-300 mètres). La formation sera organisée par l'équipe technique du Sanctuaire Agoa.

Tout skipper devra être en mesure de fournir au contrôle des policiers de l'environnement une **attestation de formation** délivrée par l'équipe technique du Sanctuaire Agoa.

V – PRÉSENTATION DU PROJET DE WHALE WATCHING DURABLE

Votre activité peut être source de dérangement pour les mammifères marins. Le respect du présent arrêté est essentiel afin de limiter les sources de perturbation.

Les critères ci-dessous doivent permettre à la commission de classer les prestations respectant au mieux les principes de développement durable, de tourisme écoresponsable et compatibles avec les objectifs du plan de gestion du Sanctuaire Agoa. La proposition d'un véritable produit écotouristique, devient un des aspects prioritaires dans l'attribution des autorisations d'activités commerciales dans le Sanctuaire.

Chaque candidat dont le dossier est recevable (complet) devra ensuite présenter son dossier devant un jury lors d'un entretien d'une durée de 20 min. Le détenteur de l'autorisation ainsi que la personne en charge de la mise en œuvre de la prestation seront reçus devant le jury.

La commission statuera ensuite quant à l'accès à la formation du Sanctuaire Agoa et à la dérogation.

Quelles mesures prendriez-vous pour minimiser l'impact de votre activité sur l'environnement marin ?



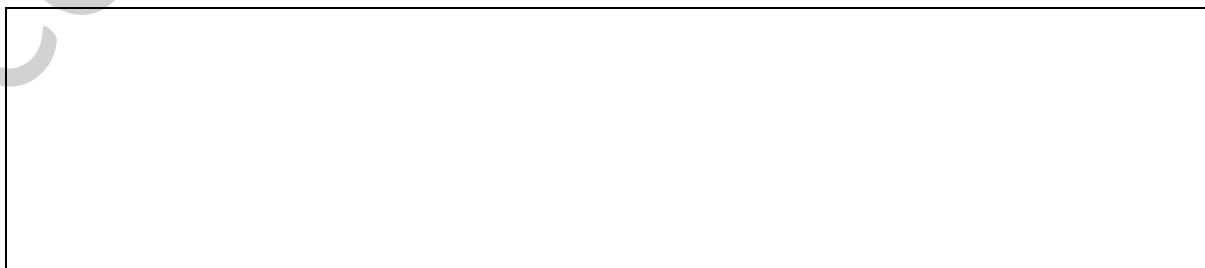
Quelles actions de prévention et de sensibilisations mèneriez-vous lors de vos excursions ?



Mettriez-vous de la musique à bord de l'embarcation lors des excursions ?



Que proposeriez-vous à vos clients si aucun cétacé n'est observé durant la sortie ?



Que mettriez-vous en avant dans votre communication pour votre offre commerciale ?

Proposeriez-vous un tarif résident ?

Comment feriez-vous remonter vos observations ?

VI – PIÈCES JUSTIFICATIVES À FOURNIR

Documents permettant de vérifier la légalité de la situation des candidats par rapport à la législation :

- Le permis de navigation, valide pour la durée de l'autorisation
- Le permis d'armement commerce, en cours de validité
- Les titres du capitaine 200 et des marins employés, en cours de validité et correspondant aux fonctions

Documents relatifs à la mise en place d'une prestation écotouristique de qualité et compatibles avec les objectifs du plan de gestion du Sanctuaire Agoa :

- Le présent dossier de candidature rempli, paraphé et signé
- Tout élément permettant la bonne compréhension du projet sera étudié comme les éléments de communication sur la prestation du candidat

Attention :

La fourniture de l'ensemble des justificatifs ci-dessus est indispensable pour permettre la prise en compte de votre dossier. Tout dossier incomplet ne sera pas étudié.

VII – ANALYSE DES DOSSIERS

Les offres seront évaluées selon trois critères :

- **Qualité technique** (30 %) : navire, formation de l'équipage.
- **Qualité de la prestation écotouristique** (30%) : diversité du projet, outils pédagogique et matériel à disposition.
- **Qualité de la présentation orale** (40 %) : La présentation orale doit permettre au jury de juger la parfaite maîtrise du projet écotouristique proposé par le détenteur de l'autorisation, ses connaissances du Sanctuaire Agoa, et sa volonté d'implication dans la protection des mammifères marins.

Une importance particulière sera portée à la cohérence de l'activité avec les orientations de gestion durable portées par le Sanctuaire Agoa.

Tout candidat obtenant une note inférieure à la moyenne dans l'une des trois catégories énoncées risque de ne pas avoir accès à la formation des bonnes pratiques d'approche des cétacés dispensée par l'équipe technique du Sanctuaire Agoa, ni à une dérogation.

VIII – REMISE DU DOSSIER

Date de remise	XX/XX/XXXX
Adresse de remise	
Adresse mail de remise	

Le professionnel soussigné :

- s'engage à respecter les conditions d'octroi de la dérogation préfectorale de l'arrêté XXXX
- s'engage à soumettre les skippers (capitaine référent ou skipper non-référent) aux recyclages obligatoires des formations du Sanctuaire Agoa à destination des professionnels d'observation commerciale des mammifères marins.

Fait à :

Le :

Lu et approuvé

Signature du porteur de projet ou du prestataire

PARTIE B

I – NATURE DU PROJET OU DE L'ACTIVITÉ

Le projet ou l'activité nécessitant une dérogation à l'approche des cétacés dans le Sanctuaire Agoa s'inscrit dans le cadre : *(plusieurs cases peuvent être cochées)*

- Scientifique
- Pédagogique
- Artistique
- Prestataire de la Réserve Naturelle des îles de la Petite-Terre
- Autre :

Justification de la nécessité d'approche à moins de 300 m

--

II – PORTEUR DU PROJET OU DE L'ACTIVITÉ

NOM Prénom	
Raison sociale de la structure commerciale	
Siège social	
N° SIRET	
Téléphone	
Courriel	

III – DESCRIPTION DU PROJET OU DE L'ACTIVITÉ

Dates/période du projet/activité	
---	--

Nature du projet/activité	
Zone du projet/activité (<i>insérer coordonnées et/ou carte</i>)	
Planning prévisionnel du projet/activité	
Description des équipements utilisés	

III – PROTOCOLE DU PROJET

Si projet scientifique, indiquer le type de données récoltées

III – ENCADREMENT ET SÉCURITÉ

- Personnes embarquées **formées ou à former** à l'observation des cétacés :

NOM Prénom	Formé(e) ou à former	Date de la validation de la formation	Nature de la formation (Capitaine référent, skipper non-référent, ou équivalent ²)

Compétence et expérience du chef de bord vis-à-vis des mammifères marins

² Si équivalent, préciser l'intitulé de la formation et le nom de la structure formatrice

IV – SUPPORT D'OBSERVATION

Si le porteur de projet ou le prestataire utilise plusieurs navires ou engins, nautiques ou non, chacun doit faire l'objet d'une demande de dérogation.

Type d'engin nautique <i>(Navire à moteur/voile, catamaran, autre)</i>	
Nom	
Immatriculation	
Catégorie de navigation	
Équipage <i>(nombre de personnes)</i>	
Nombre de passagers max.	
Indicatif radio	
AIS (oui/non)	

Le porteur de projet ou prestataire soussigné :

S'engage à respecter les conditions d'octroi de la dérogation préfectorale de l'arrêté XXXX

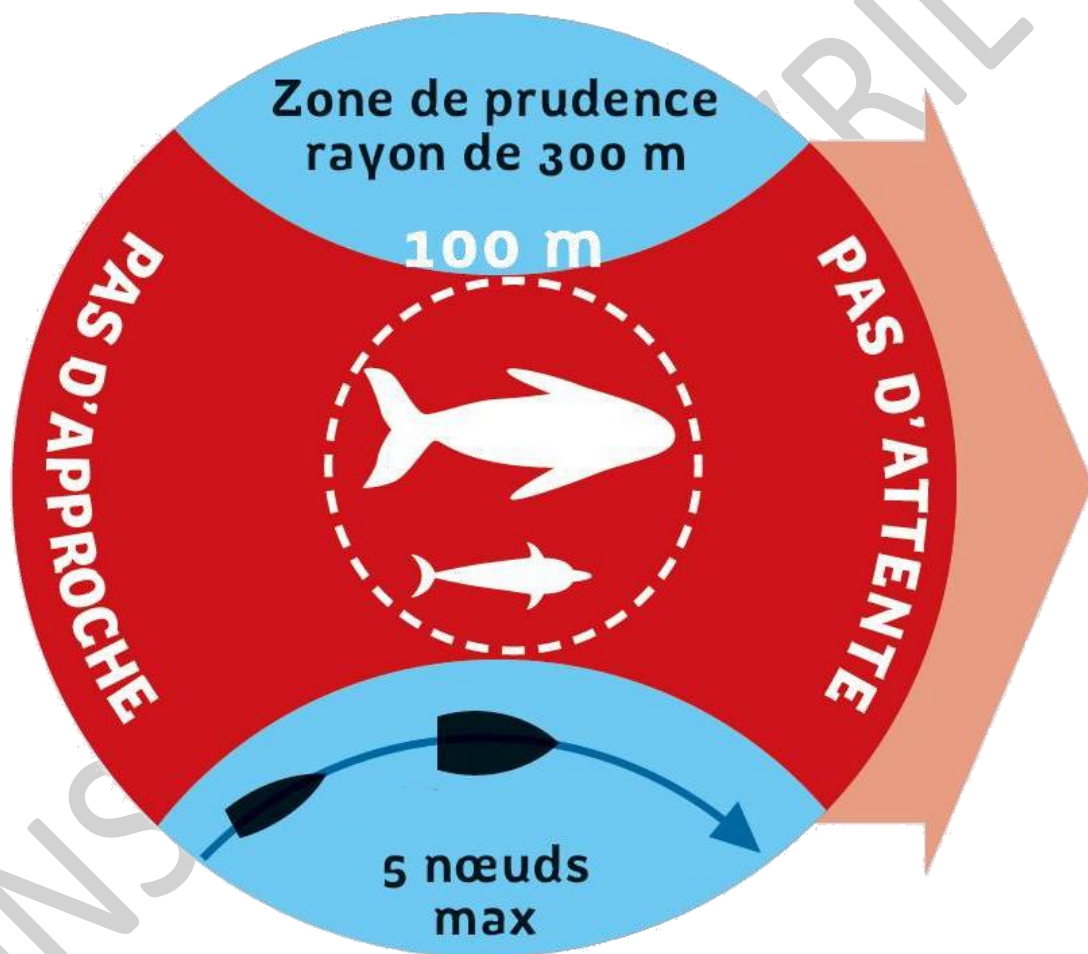
Fait à :

Le :

Lu et approuvé

Signature du porteur de projet ou du prestataire

ANNEXE II
Schéma d'approche



Annexe III

Référentiel des formations dispensées par le Sanctuaire Agoa pour les opérateurs professionnels d'observation commerciale des mammifères marins

	Formation des capitaines référents (CR)	Formation des skippers non-référents (SNR)	Formation des prestataires de la Réserve Naturelle des îles de la Petite-Terre
Mode de dispensation	Présentiel	Distantiel (formation en ligne sur la plateforme OFB)	Présentiel
Disponibilité	Ponctuelle	Toute l'année	Ponctuelle
Formateur	Sanctuaire Agoa	Capitaine référent de la structure avec l'appui de la formation en ligne	Sanctuaire Agoa
Evaluateur	Sanctuaire Agoa	Sanctuaire Agoa	Sanctuaire Agoa
Nombre de modules théoriques	4	4	3
Thèmes des modules théoriques	<ul style="list-style-type: none"> •Introduction - Contexte •Cétologie •Whale watching •Communication et diversification du discours 	<ul style="list-style-type: none"> •Introduction - Contexte •Cétologie •Whale watching •Communication et diversification du discours 	<ul style="list-style-type: none"> •Introduction - Contexte •Cétologie •Whale watching
Module terrain avec exercices pratiques	Oui	Non	Oui
Volume horaire	20 heures	8 heures	11 heures
Durée de validité	5 ans	1 an	1 an

Annexe IV

Affiche récapitulative des dispositions des articles I à VI du présent arrêté

Visuel à finaliser – sera envoyé ultérieurement.

CONSULT PUB AVRIL 24